

ANNABA

Regain d'espoir pour la baie de Chetaïbi

L'inventaire du potentiel et des insuffisances socio-économiques dans les communes des daïras de Berrahal et El Hadjar à peine achevé, M. Mohamed Ghazi, wali de Annaba, planchait aussitôt sur celui de Chetaïbi.

C'est donc avec ce même objectif qu'il s'est rendu ce jeudi aux abords des plages de la plus belle baie du monde, Herbillon, Tekouche aujourd'hui Chetaïbi au piémont de l'Edough. Il était accompagné des membres de son exécutif et des élus de la wilaya. Quelques jours auparavant, l'on avait découvert à la commune de Berrahal que l'ancien collègue d'élus s'en était donné à cœur joie dans les dépenses.

L'équivalent de 227 millions de DA n'a pu être justifié. Cela se passait alors que la population vivait un quotidien des plus difficiles. Il y a du chômage, des logements et des équipements socio-économiques non réalisés, des terres agricoles à l'abandon... La pression était moindre dans la daïra d'El Hadjar où le chef de l'exécutif de wilaya s'était rendu 48 heures après. L'on a soulevé le problème de pollution, d'anciens sièges d'administration ou d'entreprises abandonnés. Les retards dans la réalisation de projets de logements et la non-attribution de ceux achevés,

l'absence d'alimentation en gaz dans certaines cités et la multiplication des bidonvilles sont d'autres préoccupations. Dans les deux communes, El Hadjar et Sidi Amar de cette daïra qui comptabilise quelque 80 000 âmes, l'on aurait pu écrire que la présence du complexe sidérurgique Arcelor Mittal Steel est synonyme de baisse du chômage. «La situation pourrait s'améliorer davantage avec l'aménagement de la ZAC, la réouverture du centre culturel transformé en dépôt, un meilleur entretien des bâtiments à la cité Bentorki et des 1 600 caves et une maîtrise plus rigoureuse du dossier emploi», ont estimé des élus et des membres d'associations de quartier.

A Chetaïbi, daïra enclavée à l'ouest de Annaba de 8 500 habitants avec sa seule commune totalement sécurisée après avoir été déclarée par les terroristes «zone libérée» durant la décennie noire, l'on semble reprendre goût à la vie. Même si la plus belle baie du monde avait été secouée par des émeutes du chômage et de la mal-

vie il y a plus d'une année et que les investisseurs hésitent encore à s'y implanter, il y a comme un regain d'espoir. Et pour peu que l'extension du port de pêche et la réalisation d'un barrage soient matérialisées, le quotidien de la population de Chetaïbi pourrait s'améliorer.

Le site paradisiaque qu'elle offre, ses plages au sable d'or, sa baie majestueuse avec une eau de mer couleur émeraude, son maquis luxuriant et l'hospitalité de ses habitants sont autant d'atouts pour un rapide développement.

La multiplication des visites de potentiels investisseurs algériens et étrangers dont des Jordaniens, Koweïtiens et Libanais plaide pour cette dernière finalité. Les délégations d'hommes d'affaires arabes ont succédé à celles des Italiens et Espagnols. Elles ont précédé celle égyptienne. Un important groupe d'hommes d'affaires égyptiens étaient à Chetaïbi la semaine écoulée. Ils reviendront dans les prochains jours pour visiter le site qu'on leur a proposé. Il s'agit du centre de vacances du groupe Sider. Il a été cédé à la wilaya. De plusieurs centaines d'hectares et situé en milieu urbain, ce site offre une vue imprenable sur la baie de Chetaïbi et un

coucher de soleil comme nulle part ailleurs. Le problème de l'eau potable, handicap au développement touristique de la région, sera solutionné. Il est prévu dans les prochains mois le lancement des travaux du barrage d'une capacité de 50 millions de m³. Les aspirations de faire de Chetaïbi un pôle d'excellence pour le développement du tourisme ont été précisées avec l'éclairage public des plages et le bitumage des routes qui y mènent.

Ce dernier jeudi, plus de 1 000 jeunes filles et garçons de plusieurs régions de l'est du pays s'étaient donné rendez-vous à Chetaïbi. Banderoles et habillement aux couleurs chatoyantes des athlètes des deux sexes, chanteurs, musiciens, danseurs folkloriques, Scouts musulmans, associations culturelles, plongeurs, secouristes, éléments de la Protection civile, brigade de gendarmerie de surveillance des plages, offraient l'image d'une ville en fête. Tous ont répondu à l'invitation de la direction de la jeunesse et des sports et celle du tourisme et de l'artisanat organisatrices de l'ouverture officielle de la période estivale à la plus belle baie du monde.

A. Djabali

BOUIRA

Rencontre des élus RCD avec la population à Haïzer

La population est livrée à elle-même. C'est le constat établi par les élus RCD, à leur tête le député Ali Brahimi, lors d'une rencontre organisée jeudi au centre culturel de Haïzer, commune chef-lieu de daïra, située à 10 km à l'est de Bouira.

Cette rencontre initiée par l'élue APW Méziane Chaâbane et qui a vu également la participation du vice-président de l'APW, Ahmed Boutata, président de la Fédération nationale des élus locaux du RCD, a été l'occasion pour les citoyens d'exposer leurs problèmes mais également de dénoncer le laxisme des autorités locales et de wilaya qui n'ont jamais pris au sérieux leurs préoccupations, se contentant, selon les dires de quelques intervenants, de colmater les brèches.

Ainsi, lors de cette rencontre, les élus RCD ainsi que les représentants de la presse ont été surpris d'entendre certaines vérités du vécu de ces citoyens livrés à eux-mêmes au sens propre du terme.

Un village entier, Ighil Maâmar, abandonné par ses habitants (quelque 40 familles) en 1996 au plus fort moment du terrorisme, a voulu renaître de ses cendres. Début 2005, la majorité des habitants a exprimé son désir de retourner au village. Seulement voilà, pendant toutes ces années d'abandon, la mafia des câbles électriques est passée par là pour voler tous les câbles du village. Résultat : le village est sans électricité depuis plus de quatre ans. Toutes les

doléances et les correspondances adressées par les habitants aux autorités (APC, daïra et wilaya), ainsi qu'à la Sonelgaz sont restées lettre morte. La route couverte de tout-venant s'est totalement détériorée à cause des érosions et du manque de fossés. Le village attend toujours sa prise en charge. Au centre-ville de Haïzer, le champ de tir de l'unité républicaine de police est pointé du doigt par un citoyen qui rappelle à l'assistance que la semaine dernière, et pour la troisième fois, une femme a été touchée par une balle perdue.

Le représentant du village Aïn Alouane informe l'assistance que la conduite d'AEP est faite avec des tuyaux en plastique depuis 1974, et que, dans ce village, un hameau complet des Oudeni, Tasemmourt et Bouilil n'est pas alimenté par le château d'eau, celui-ci étant situé sur une colline plus bas. Résultat : ce hameau s'alimente à partir d'une source en plein air, avec tous les risques que cela suppose.

Au village Lemroudj, la conduite d'AEP a été détournée et transportée ailleurs et les habitants attendent toujours une nouvelle conduite.

Pour les routes, pratiquement tous les habitants des villages Lemroudj, Tigfihit N'seksou, Ighil Maâmar, Guentour, Lâch Oufalkou, Aïn Alaouane ont évoqué ce problème puisque, selon eux, l'Etat a réalisé un tapis pour la RN33 afin de relier le chef-lieu de la wilaya à la station touristique de Tikjda alors que toutes les autres routes de la commune de Haïzer qui donnent accès à cette route et qui mènent vers les villages sont délabrées. L'assainissement fait défaut dans

beaucoup de villages ; quant aux infrastructures de jeunes, même le chef-lieu de la commune en est dépourvu.

Le centre culturel où s'est déroulée la rencontre est un exemple éloquent. Le centre de santé pourtant promu au rang de polyclinique attend toujours cette promotion et le personnel nécessaire car à l'état actuel, comme le soulignera un autre intervenant, il est beaucoup plus un bureau d'administration puisqu'à 16h il est fermé aux malades.

Enfin, le problème crucial que les citoyens évoquent est le gaz de ville.

Après avoir exposé ces problèmes, le député Ali Brahimi ainsi que les deux élus de l'APW ont promis de prendre en charge leurs doléances.

Signalons, enfin, que l'APC de Haïzer est pratiquement bloquée et le ministre de l'Intérieur n'a pas écarté la possibilité de la dissoudre au même titre que l'APC de Raouraoua et d'organiser de nouvelles élections, si les élus locaux n'arrivent pas à trouver un terrain d'entente.

Cela étant, notons que le mérite de la rencontre des élus RCD aura été de dresser la situation qui prévaut en kabylie. Car, ce qui est perçu comme sentiment de mépris et de marginalisation l'est partout dans des communes comme Ouled Rached, Saharidj, Ath-Laâziz, Taghzout, Aghbalou, Ath-Mansour ou Aïn Turk et Ahnif pour ne citer que celles-ci. Une situation explosive conjuguée au chômage endémique qui frappe la masse juvénile.

Y. Y.

SIDI-BEL-ABBÈS

Implantation cochléaire sur deux enfants

Sidi-Bel-Abbès a été retenu, à l'ouest, comme laboratoire d'une expérience dans le domaine de la médecine.

Le bloc opératoire du service de neurochirurgie du CHU Hassani-Abdelkader, mis à la disposition d'une équipe de chirurgiens, a abrité dans la journée de jeudi dernier un événement médical, premier du genre à l'ouest du pays, avec une implantation cochléaire sur deux enfants sourds-muets. L'équipe, composée de chirurgiens de Blida, de trois spécialistes en ORL du CHU de Sidi-Bel-Abbès, menée par le professeur Rous de Blida, a procé-

dé à l'implantation cochléaire sur une fillette âgée de 6 ans de Sidi-Bel-Abbès et un garçon de 9 ans de Tlemcen.

Les deux interventions, qui ont été menées avec des techniques de précision, vu la complexité du conduit auditif, se sont déroulées dans de bonnes conditions avec une bonne évolution en fin de journée de l'état des opérés. Si l'acte chirurgical est en lui-même réussi et le risque de rejet, on l'espère, dans les prochains jours, écarté, le

résultat tant attendu est l'audition chez l'enfant. En tout cas, une période de suivi allant d'un mois et plus sera concluante pour le sujet opéré. D'autres interventions pour des implantations cochléaires sont envisagées et seront programmées à l'avenir. Dans la même journée, le professeur Rous et son équipe ont animé une conférence au niveau de la faculté de médecine de l'université Djilali-Liabès où ils ont largement commenté les interventions chirurgicales menées et les techniques de précision utilisées pour leur réalisation. Par ailleurs, il y a lieu de signaler que

le CHU Hassani-Abdelkader de Sidi-Bel-Abbès ne dispose pas, depuis plusieurs années, d'un service ORL.

Le projet est inscrit, et normalement, sa réalisation ne saurait tarder, comme l'a annoncé Amar Tou, ministre de la Santé, lors de sa visite dans la capitale de la Mekerra, il y a quelques mois. Actuellement, le CHU doit se débrouiller avec les moyens du bord. Des locaux situés à proximité de la pharmacie centrale ont été aménagés pour les consultations seulement.

A. M.

TIARET

Comment remédier à l'exploitation illicite des sablières ?

L'exploitation illicite des sablières à Tiaret, notamment celle située du côté de la forêt Echara, surplombant la ville, est loin d'être éradiquée en dépit des opérations de contrôle assurées sporadiquement par les services concernés. Nombreux sont ceux qui viennent s'approvisionner durant la nuit pour échapper aux mailles des agents forestiers, laissant derrière eux un véritable désastre environnemental s'étalant sur des dizaines d'hectares.

Ce constat, aussi amer qu'alarmant, aggravé, faut-il le souligner, par l'hémorragie effrénée que subit le patrimoine forestier avec l'abattage de centaines d'arbres, devrait pousser les autorités locales à se pencher sérieusement sur ce dossier, d'autant que le sable est perçu comme une denrée rare à l'ère des innombrables chantiers lancés à travers le territoire de la wilaya. En matière d'approvisionnement, certains entrepreneurs ou encore les auto-constructeurs se rabattent sur la seule sablière de Dahmouni alors que d'autres recourent, en revanche, à d'autres régions.

L'année dernière, un agent forestier qui tentait de s'opposer à l'extraction de sable au niveau de ladite forêt s'est fait violemment agresser par des pilleurs, c'est dire l'anarchie qui caractérise ce domaine et la nécessité absolue d'asseoir une véritable stratégie de gestion de ce créneau par le truchement de la concession, la location, l'autorisation ou tout autre forme censée réglementer cette activité.

De son côté, la Conservation des forêts enregistre chaque année plusieurs dépôts de plainte à l'encontre des sabliers illicites et des transporteurs publics, ce qui n'est pas sans traduire l'engouement suscité par ce matériau indispensable.

En ce sens précisément, certains intéressés par la chose demeurent toujours dans l'expectative à l'image des deux investisseurs, N. S. et M. B., dont le dépôt d'un dossier au niveau de la wilaya, pour exploitation de la sablière sur une superficie d'un hectare à proximité de la cité Bouhenni, date de 2006. Leur demande a même atterri entre les mains du chef du gouvernement, lequel l'a transmise aux autorités de la wilaya, mais vainement. Pourtant, ces derniers avaient consolidé leur dossier par un engagement écrit faisant état de la création de plus de cent postes d'emploi permanents, conformément à la loi du travail en vigueur, tout en s'engageant à assurer la protection de l'environnement enclen à toute forme de dégradation. Alors y aura-t-il une oreille attentive à cette demande porteuse de solutions au double plan socio-économique et environnemental ?

Mourad Benameur

SOUK-AHRAS

Des cas de brucellose et de rage recensés

Au cours de ces dernières semaines, c'est le branle-bas de combat dans les services vétérinaires de la wilaya de Souk-Ahras dans la lutte contre la brucellose. Ainsi, cinq cas de brucellose bovine ont été enregistrés dans la commune de Mechroha.

Une opération d'abattage des bêtes atteintes et la désinfection des locaux par fumigation ont été lancées.

Cette maladie se transmet à l'homme au contact des ovins ou des bovins. Par ailleurs, il a été recensé trois cas de rage dans la commune de Mérahma.

Barour Yacine